



**Centre des Finances Publiques Prado-Borde**  
 22 rue Borde 13008 Marseille  
 ex-DGCP Tél. 04 91 17 92 06 - Fax. 04 91 17 92 33  
[cgt.013@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.013@dgfip.finances.gouv.fr)  
 ex- DGI Tél. 04 91 17 97 67 - Fax 04 91 17 97 79  
[snadgi-cgt.bdr-marseille@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:snadgi-cgt.bdr-marseille@dgfip.finances.gouv.fr)

**Adresse Aix-en-Provence**  
**Centre des Finances Publiques**  
 3 allée d'Estienne d'Orves 13087 Aix-en-Provence cedex 2  
[snadgi-cgt.bdr-aix@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:snadgi-cgt.bdr-aix@dgfip.finances.gouv.fr)  
[www.financespubliques.cgt.fr/13/](http://www.financespubliques.cgt.fr/13/)

18/04/2011

## CTPD DRFIP 13

### Spécial SIP de Martigues

L'effet d'annonce



La CGT a rencontré les agents du centre des finances publiques le 15 avril 2011.

Pour la direction locale, le Service Impôts des Particuliers de Martigues doit être opérationnel pour le 1er juillet 2011 pour « respecter le calendrier ». C'est l'effet d'annonce de la création juridique qui doit certainement permettre au responsable des indicateurs « verts » de Bercy de bientôt pastiller le SIP de Martigues.

#### Qu'en est-il dans les faits ?

Aucun travaux n'a encore commencé. Si les engagements pris dans le cadre du groupe de travail devraient être respectés, la CGT a dénoncé l'empirisme de la réalisation des aménagements d'accueil: en effet, la question des flux de fréquentation par exemple ne semble pas une donnée essentielle pour l'administration. Aucun élément n'a été fourni par celle-ci. Pourtant la réalité vécue dans d'autres SIP devrait finir par conseiller nos décideurs... La direction espère sur la montée en puissance des PRS (sic!) pour soulager le SIP.

#### Lost in Translation (perdu en cours de route)

#### A cela s'ajoute l'effet délétère des suppressions d'emplois officielles et officieuses.

Secteur Recouvrement Trésorerie Agents & % temps de travail		Transferts au SIP Agents & % temps de travail	
1	100,00%	1	100,00%
2	100,00%	2	100,00%
3	100,00%	3	100,00%
4	100,00%	4	100,00%
5	100,00%	5	100,00%
6	50,00%	6	50,00%
7	80,00%	7	80,00%
8	90,00%	8	90,00%
9	100,00%	9	100,00%
10	100,00%	10	100,00%
11	100,00%	11	100,00%
12	100,00%	12 Retraité en 2011	0
13	100,00%	13 Retraité en 2011	0
<b>Total effectif</b> 13	<b>Total ETPT</b> 12,20	<b>Total effectif</b> 11	<b>Total ETPT</b> 10,20

**2 emplois de catégorie C sont supprimés sur le CDI de Martigues. Cela signifie 2 emplois en moins côté filière fiscale pour la mise en place du SIP.**

A l'instant de ces lignes, 13 collègues travaillent sur la mission recouvrement à la Trésorerie de Martigues. Très concrètement il s'agit de Mireille, Julien, Emmanuel, Dominique, Martine1, Martine2, Ludwik, Marc, André1, Alexandra, Christine, Nathalie, André2, soit avec les temps partiels: **12,20 équivalents temps plein travaillé (ETPT).**

**2 collègues partent à la retraite cette année: 13 – 2 = 11.** C'est le nombre d'emplois officiels transférés au SIP par la gestion publique. (tiens ça colle !) Sur les 11 collègues, compte tenu des temps partiels, cela donne 10,20 ETPT. Là, ça colle moins.

**Pour la direction locale**  
**11 = 10,20 !**

Le résultat ? **Moins 2 emplois au CDI et Moins 3 emplois à la trésorerie:**

**5 EMPLOIS sont supprimés pour la création du SIP de Martigues !**  
 C'est ce qu'a mis en évidence la CGT lors du CTPD.

Evidemment, cette « base » en emplois transférés est celle donnée par l'outil de répartition des emplois disponibles (ORE), c'est dire si le nombre d'emplois initial est déjà ultra minoré et ne correspond pas à la réelle charge de travail que connaissent les agents.

Rappelons ici que le **transfert de la gestion de la commune de Châteauneuf-les-Martigues** de la Trésorerie de Marignane à celle de Martigues a eu pour conséquence de transférer 1,5 emplois sur la mission recouvrement et 0,5 emploi sur la mission secteur public local: lors du [CTPD du 27 octobre 2009](#).

L'ORE actuel supprime 2 emplois à la Trésorerie de Martigues.

Outre la sous estimation en emploi des missions SPL; les **1,5 emplois relatifs au recouvrement sont purement et simplement vaporisés**. La trésorerie de Marignane les perd tandis que celle de Martigues (par exemple l'accueil-guichet) et le SIP les voient supprimés.

**La direction locale a assuré vouloir transférer 11 emplois de la Trésorerie au SIP et pas seulement 10,20: c'est « moins pire » pour le SIP, mais cela ne résout pas le problème de l'affaiblissement du secteur SPL de la Trésorerie de Martigues.**

**Cette Situation est scandaleuse pour les conditions de travail et l'accomplissement des missions.**

## **Pour une gestion « humaine » des ressources**

### **Du travail prescrit au travail réel**

**Comment ne pas rappeler ici que le sous-emploi conjugué à la pression « managériale » toujours plus forte commence sérieusement à entamer le moral et la santé de tous les agents !**

- Aujourd'hui, « l'atteinte des objectifs » a pour conséquences directes **une pression de plus en plus forte** sur toutes les unités de travail, sur tous les collègues, sur tous les « opérationnels ».
- Les objectifs individuels, les objectifs collectifs sont atteints mais **à quel prix ?**
- Combien de services où l'atteinte des résultats est sanctionnée par des **suppressions d'emplois ?**
- **Demandes de mutations** parce qu'on en peut plus, **crises de nerfs, prise de cachets, « burn out »: est-ce la nouvelle norme de la vie au travail dans nos services DRFIP 13 ?**

**La prévention des risques dits « psycho-sociaux »** ne peut se contenter de colloques: il faut **agir sur les causes** premières que sont les moyens en emplois, l'organisation du travail, les indicateurs et les objectifs.

**L'ingénierie des procédures et les audits** apparaissent comme de la fumisterie face à la réalité des conséquences des flux tendus d'emplois.

**Il y a le travail prescrit et le travail réel:** ceux qui prescrivent moins d'emplois, ceux qui prescrivent des audit (SIP Istres), ceux qui prescrivent la réingénierie des procédures... devraient s'immerger dans les postes comptables et les services: qu'ils deviennent « praticiens »: ils s'expliqueront face aux contribuables et face aux diverses boîtes à gifles (indicateurs, stats, contrôle machin, qualité bidule, sudoku agora, etc.) !

Pour la CGT Finances Publiques 13, les restructurations en cours s'inscrivent dans un calendrier idéologique tandis que les suppressions d'emplois nourrissent le malaise des agents et des services.

**Dans ces conditions, la CGT proposent aux agents de ne pas rester isolés, de prendre contact avec les élus, syndiqués et militants et de s'inscrire dans les initiatives de soutiens et de luttes collectives.**

La pétition relative aux évènements de Tarascon a été massivement signée par les agents du département.

Cela souligne l'émoi général suscité par l'acte de notre collègue et l'intérêt que portent les agents à leurs conditions de vie au travail.

**20 jours après, ni la DRFIP 13, ni le délégué du directeur général n'ont donné suite à la demande d'audience des syndicats.**

**A l'issue du CTPD, une « fenêtre s'ouvre » pour un RdV le 20/04...**

**Vous l'aurez compris, les solutions ce sont les agents qui peuvent les apporter!**